



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE**  
**Communauté de communes Les Vals du Dauphiné**

**DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE N°2023-01**

**OBJET : Direction générale - Eau et assainissement** - Demande de subvention à l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse pour les programmes d'actions 2023 sur les captages prioritaires de Doissin et Val de Virieu

Madame la Présidente de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné

VU l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
VU la délibération n°1377-2021-158 en date du 4 mars 2021, par laquelle le Conseil communautaire l'a chargée, par délégation, de solliciter auprès de tout organisme financeur l'attribution de subventions en intégrant les éléments nécessaires à la constitution du dossier,  
VU le SDAGE Rhône Méditerranée qui classe comme captage prioritaire les captages de DOISSIN - Retebert et VAL DE VIRIEU - Frêne, Barril, Vittoz, Layat,  
CONSIDERANT que la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné, maître d'ouvrage et gestionnaire de ces captages, doit et met en place sur les aires d'alimentation de ces captages, des programmes d'actions visant la préservation et la reconquête de la qualité de la ressource en eau,  
CONSIDERANT les financements possibles de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse pour l'accompagnement des programmes d'actions des gestionnaires des captages prioritaires,

**DÉCIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** de solliciter l'aide de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse pour les programmes d'actions 2023 sur les captages prioritaires de DOISSIN et VAL DE VIRIEU

Programme d'action 2023	27 767 € HT
Subvention Agence de l'Eau (70%)	19 437 €
Autofinancement	8 330 €

**Article 2 :** La Directrice Générale des Services de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis à Madame la Sous-Préfète de La Tour du Pin.

**Article 3 :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble, ou via l'application « Télérecours Citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication, ou le cas échéant, de sa notification.  
Dans ce même délai, il peut être déposé un recours gracieux auprès de la Présidente, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux. Ce recours n'est pas suspensif à l'exécution du présent acte.

*Acte rendu exécutoire par :*  
*- dépôt en Sous-Préfecture/télétransmission*  
*le 13/01/2023*  
*- publication et/ou notification*  
*le 13/01/2023*

Fait à La Tour du Pin  
le 09 janvier 2023

La Présidente



Magali GUILLOT